Nouvelle Revue d'histoire

La première Action française

« Aucune origine n'est belle », disait Charles Maurras dans *Anthinéa*, propos qui peut étonner sous la plume d'un auteur « de tradition ». Belle ou non, l'origine de son mouvement, l'Action française, ne manque pourtant pas d'intérêt. La « première Action française », qui a aujourd'hui fait l'objet d'études extensives[1], est sans doute en effet la période qui permet le mieux de comprendre ce qui a fait l'originalité de cette organisation politique, mouvement de pensée en même temps que mouvement de rue, qui allait marquer de son empreinte plusieurs générations et s'imposer comme l'une des écoles de pensée politique les plus influentes de son temps.

L'AF est né dans les terribles polémiques de l'affaire Dreyfus, à l'initiative de Maurice Pujo et de Henri Vaugeois. Le premier, né en 1872, est au départ un homme de gauche : son premier livre, *Le règne de la grâce*, inspiré de l'œuvre du romantique allemand Novalis, a même été salué par Jean Jaurès dans un article de 1894. C'est aussi le cas de son aîné Henri Vaugeois, né en 1864, descendant du conventionnel régicide Jean-François Gabriel Vaugeois, qui fut d'abord un professeur de philosophie de centre gauche. Tous deux ont appartenu à un cercle républicain, l'Union pour l'action morale, qu'ils ont décidé de quitter lorsque celle-ci a rejoint le camp dreyfusard.

Au printemps 1898, le 8 avril, Pujo et Vaugeois fondent un premier comité d'Action française, autour duquel se regroupent de jeunes intellectuels désireux de remédier à l'impuissance des mouvements « nationaux » d'alors, tels la Ligue des patriotes de Paul Déroulède, fondée en 1882, ou la Ligue de la patrie française, qui disparaîtra dès 1904. Parmi les fondateurs de ce comité, on ne compte qu'un seul monarchiste. Les autres s'affirment plutôt républicains et athées. C'est seulement sous l'influence de Charles Maurras qu'ils finiront par se convertir les uns après les autres à l'idée royaliste.

Maurras est né en 1868 à Martigues, d'un père percepteur des impôts, libéral et romantique, et d'une mère royaliste et dévote. Après ses études secondaires, le jeune Provençal, qui a connu dans son adolescence la tentation du suicide (« La bonne mort »), monte à Paris où il entame une carrière de journaliste à *La Cocarde*, journal boulangiste, et à deux organes royalistes, *La Gazette de France* et *Le Soleil*. Ses préoccupations sont alors essentiellement littéraires. C'est dans le contexte agité de l'affaire Dreyfus qu'il va s'engager dans l'action politique.

Son premier article donné au *Soleil*, le 25 mai 1895, s'intitule « Décentralisateurs ». Convaincu de la nécessité de restaurer les corps intermédiaires, Maurras défend en effet avec vigueur l'autonomie des pouvoirs locaux. En 1892, il a signé, avec Frédéric

Amouretti, la « Déclaration des jeunes Félibres fédéralistes », qui dénonçait en termes violents le centralisme parisien (« Nous sommes autonomistes, nous sommes fédéralistes ! »). La décentralisation se confond alors pour lui avec le fédéralisme. « Dans pareille optique, écrit Victor Nguyen, fédéralisme et nationalisme, loin de se combattre, se confortent l'un l'autre, puisque la France réelle, vivante, est naturellement une France diverse et plurielle, "la France intégrale, c'est la France fédérale", et le parti national-fédéral, dont Maurras rêve constituerait le meilleur résumé de ces aspirations cumulées »[2].

C'est aussi un idéaliste. A l'abbé Penon, futur évêque de Moulins, qui fut son professeur de lettres classiques à Aix-en-Provence, avant de devenir son mentor et son confident, celui qui allait se faire le théoricien de la « politique expérimentale » et de l'« empirisme organisateur » écrit : « Je ne crois point aux faits, les idées importent seules. Notre métaphysique intérieure détermine notre vue de l'histoire. Il n'y a points de faits bruts ».

La petite phalange initiale s'élargit vite. Outre Maurras, elle compte bientôt l'historien Jacques Bainville, le jeune sculpteur Maxime Réal Del Sarte, le critique littéraire Jules Lemaître. Le mouvement est officiellement lancé lors d'une réunion tenue à la Salle des Agriculteurs le 20 juin 1899, jour du solstice d'été. Une revue bimensuelle, *L'Action française* (la petite « revue grise »), fait paraître son premier numéro le 15 juillet 1899.

Par son talent, sa culture, sa capacité à séduire comme à convaincre, Charles Maurras s'est imposé sans peine à l'intérieur du groupe. Avec lui, il apporte des idées et une méthode. S'écartant de son ami Maurice Barrès, qui était à l'origine fédéraliste comme lui, mais dont le nationalisme demeure républicain, il s'est vite convaincu de la nécessité d'une restauration monarchique, qu'il n'exclut pas d'opérer par un « coup de force ». Son *Enquête sur la monarchie*, publiée dans *La Gazette de France* entre le 29 juillet 1900 et le 1er juillet 1902, lui permet d'argumenter auprès de ses contemporains.

En janvier 1905, c'est la fondation de la Ligue d'Action française, dont le premier objectif est de trouver des abonnés et des fonds pour la revue. Chaque adhérent doit signer une déclaration par laquelle il s'engage à « servir l'œuvre de la restauration monarchique » : « Je m'engage à combattre tout régime républicain. La République en France est le règne de l'étranger ». Une fédération des étudiants d'AF, animée par Lucien Moreau, est créée en même temps. A partir de novembre 1908, les Camelots du Roi vont s'imposer au Quartier latin sous la houlette de Maurice Pujo et, surtout, de Maxime Réal Del Sarte.

Enfin, le 21 mars 1908, jour de l'équinoxe de printemps, c'est le lancement de *L'Action française* quotidienne, « organe du nationalisme intégral », qui paraîtra presque sans discontinuer jusqu'en août 1944, et qui va mettre au premier plan la talentueuse et truculente figure de son rédacteur en chef, Léon Daudet. La même année est créée la *Revue critique des idées et des livres*, animée par deux stendhaliens passionnés, Jean Rivain et Eugène Marsan, qui se détacheront de l'AF un peu plus tard (la revue cessant elle-même de paraître en 1924).

Né à Paris en 1867, Léon Daudet, fils d'Alphonse Daudet, l'auteur des *Lettres de mon moulin*, est lui aussi d'origine provençale. Le milieu qu'il a fréquenté dans son enfance

était plutôt républicain, sinon radical. On y admirait tout particulièrement Victor Hugo, dont le jeune Léon allait en premières noces épouser la petite-fille, Jeanne Hugo. Médecin de formation (il a révélé sa vocation de polémiste en écrivant *Les morticoles*), il a fait ses premières armes journalistiques au *Gaulois*, au *Figaro* et à *La Libre Parole* d'Edouard Drumont. D'abord anti-boulangiste et athée, avant de revenir au catholicisme à l'occasion de son remariage avec sa cousine Marthe Allard (« Pampille »), il s'est lui aussi converti au royalisme après avoir rencontré Maurras.

Pourquoi l'AF va-t-elle réussir là où la Ligue de la patrie française et la Ligue des patriotes n'ont été que des feux de paille ? Parce qu'en conciliant royalisme et avant-gardisme, elle séduit la jeunesse. Et parce qu'elle s'est dotée d'un corps de doctrine rigoureux.

Acquis à la cause royaliste, les dirigeants de la jeune Action française entendent se distinguer des monarchistes traditionnels. Ils professent un royalisme « de raison », et non de tradition. Contrairement au royalistes traditionnels, Maurras ne s'engage dans la défense de la cause monarchique ni par fidélité sentimentale à une dynastie (l'AF suit le courant royaliste majoritaire en faveur des Orléans sans étudier la question de la légitimité) ni par adhésion au principe du droit divin, auquel il ne croit pas. Pour donner de la substance à sa pédagogie de type « métapolitique », un Institut d'Action française est créé en mars 1906, sous la direction de Louis Dimier. Maurras y occupe la chaire de politique, Léon de Montesquiou celle de positivisme, Lucien Moreau celle de nationalisme. Parallèlement, l'AF recrute en milieu universitaire et crée un cercle d'intellectuels où se retrouvent Barrès, Paul Bourget et Jules Lemaître. Une maison d'édition est créée, la Librairie Jean Rivain, qui deviendra plus tard la Nouvelle Librairie nationale.

Sur le plan religieux, Maurras en tient résolument pour un paganisme qu'il conçoit surtout comme esthétique et littéraire. Lors du voyage qu'il effectue en Grèce en 1895, à la façon d'un pèlerinage (il y couvre aussi les premiers Jeux olympiques modernes pour *La Gazette de France*), Maurras proclame, ainsi qu'il le fera en 1901 dans *Anthinéa*, que la seule référence hellénique qui ait un sens est celle de la Grèce classique. L'esprit des évangiles lui est alors odieux. Plusieurs de ses écrits de cette époque, tel « La consolation de Trophime », paru dans la *Revue hebdomadaire*, développent la confrontation du paganisme et du « venin du *Magnificat* ». Par la place qu'elle donne à l'individu, explique Maurras, la « doctrine évangélique » a porté « les premiers coups à la doctrine sociale de la romanité, à cette religion de l'Empire, élargissement et développement excessif de l'admirable idée de la cité antique ». « Rarement, dira Pierre Chaunu, la haine du christianisme n'a été crachée, en dehors de Nietzsche et du mystérieux Celse, avec autant de virulence et de froid mépris »[3].

Maurras ne prendra la défense de l'Eglise, notamment lors de la séparation de 1905 et de l'affaire des Inventaires, que parce qu'il y voit un puissant principe d'ordre. Il parlera, dans le même esprit, du catholicisme comme la « religion nationale » de la France. L'AF n'en sera pas moins condamnée en 1926 par le pape Pie XI (condamnation levée par Pie XII en 1939).

Le mouvement connaît alors ce que certains n'ont pas hésité à appeler ses « années révolutionnaires ». L'AF, à cette époque, ne rejette pas le socialisme. Dans une lettre de

février 1890 adressée à Barrès, Maurras évoque le « parti socialiste, populaire, qui est la grande force aveugle, encore inemployée ». On connaît aussi cette phrase souvent citée : « Un socialisme libéré de ses éléments démocratiques et cosmopolites peut aller au nationalisme comme un gant bien fait à une belle main ». Jolie formule, qui laisse quand même supposer que le premier ne peut être que l'habillage (le « gant ») du second. Ce qui est sûr, c'est que « dès l'origine, le nationalisme maurrassien débordait le conservatisme entendu au sens étroit de la seule défense d'intérêts qui ne fussent qu'étroitement matériels » (Victor Nguyen).

Désireuse de ne pas apparaître comme la représentante des classes sociales déclinantes, la jeune Action française cherche également, sinon à pénétrer le monde du travail, du moins à se trouver une caution ouvrière. En 1907, Jean Rivain publie dans *L'Action française* une série d'articles remarqués dans lesquels il tente d'esquisser des convergences entre le mouvement royaliste et la Confédération générale du travail (CGT), alors dominée par le courant syndicaliste révolutionnaire. L'hostilité à la démocratie lui paraît être le dénominateur commun qui justifie le plus ce rapprochement. A cette époque, la rubrique syndicale de *L'Action française* est tenue par Emile Para, un ancien collaborateur de Firmin Bacconnier qui finira à l'hebdomadaire *Le Bonnet rouge*, publié de 1913 à 1917 par l'anarchiste et antimilitariste Miguel Almereyda. L'élément le plus actif dans cette direction est Georges Valois.

Né à Paris en 1878, Valois (pseudonyme d'Alfred-Georges Gressent) est un ancien anarchiste qui a été secrétaire du journal d'Augustin Hamon, *L'Humanité nouvelle*, où il a fait la connaissance de Georges Sorel. Entré comme secrétaire chez Armand Colin, il participe en 1907 à la création d'un nouveau syndicat des employés de l'édition affilié à la CGT. Un an plus tôt, venant de publier son premier livre, *L'homme qui vient*, il a pour la première fois rencontré Maurras. « Dès que la conversation fut ouverte, j'eus le sentiment que cette fois j'étais bien au port »[4].

Fin 1907, entre le 15 septembre et le 1er décembre, il publie dans la revue *L'Action française* une série d'articles qu'il réunira l'année suivante dans une brochure intitulée *La révolution sociale ou le roi*. L'une des parties de l'ouvrage s'intitule « Royalisme et syndicalisme ». Valois y reconnaît explicitement la réalité des classes sociales : « Royalistes, nous sommes syndicalistes. Ce n'est pas nous qui chercherons à faire disparaître l'esprit de classe » – mais il récuse l'idée de révolution sociale au nom d'une conception communautaire de la société. Il se lance ensuite dans une grande enquête sur la monarchie et la classe ouvrière, visiblement inspirée de l'*Enquête sur la monarchie*, dont les résultats paraissent entre le 25 avril 1908 et le 10 mai 1909 dans la *Revue critique des idées et des livres*, avant de donner matière à un livre de 400 pages dédié à Maurras.

L'année 1908 est une année-clef. Après les événements tragiques survenus début juin à Draveil et à Villeneuve-Saint-Georges (une grève déclenchée par les travailleurs des sablières a amené le gouvernement Clemenceau à envoyer la troupe, faisant au moins trois morts chez les manifestants), une grève générale de 24 heures est décrétée. Le 1er août, huit des principaux responsables de la CGT, considérés comme instigateurs des troubles, sont arrêtés. Ils ne seront relâchés que le 31 octobre, sans qu'aucune charge précise ait pu être retenue contre eux.

Maurras fut pratiquement le seul journaliste de droite à flétrir la répression de Draveil, dans une série de quatre articles sur « La question ouvrière », publiés dans *L'Action française* entre le 30 juillet et le 11 août 1908. Qualifiant de « vieillard sanglant » le général Virvaire, qui fit tirer sur les ouvriers révoltés, il y accuse Clemenceau d'avoir volontairement voulu faire couler le sang pour justifier l'arrestation des principaux dirigeants syndicalistes. Son premier article s'ouvre sur ces mots : « Qu'il fasse beau, qu'il fasse laid, en temps de calme ou les jours de crise, la bourgeoisie ne comprend pas la question ouvrière, et cela, faute de la voir ». « La guerre des classes, ajoute-t-il, naîtra toutes les fois qu'une classe parlera du devoir des autres au lieu d'examiner si elle fait le sien ».

Ces « audaces » scandalisent les royalistes traditionnels qui, plutôt que de lire le journal de Maurras, préfèrent s'abonner à *La Gazette de France*, au *Soleil* ou au *Gaulois*. A peine créée, *L'Action française* connaît une vague de désabonnements en raison de l'attitude jugée trop favorable de Maurras et de Daudet à l'égard des syndicalistes de la CGT, et le bureau politique du duc d'Orléans va même jusqu'à interdire à ses proches de participer aux « activités ouvrières » de l'AF.

La notion de syndicalisme révolutionnaire a commencé à se répandre dans les milieux socialistes et ouvriers français dans le courant de l'année 1903. Ses principaux propagateurs sont alors Hubert Lagardelle, Georges Sorel, Edouard Berth et Charles Guieysse. Le syndicalisme révolutionnaire se veut un « socialisme prolétarien ». Rejetant les partis politiques, donnant la priorité aux syndicats, il refuse du même coup la démocratie parlementaire, qu'il ne distingue pas de la démocratie tout court. Quant aux moyens, il en tient avant tout pour l'action directe et la grève générale. Ses thèses triompheront à l'intérieur de la CGT lors du congrès d'Amiens de 1906, qui adoptera le texte de la célèbre « Charte d'Amiens ».

A partir de 1908, pourtant, Sorel cesse de placer ses espoirs dans les syndicats français, qu'il estime tombé sous la coupe des politiciens socialistes. Le 31 août 1908, alors que l'agitation sociale bat son plein au lendemain des événements de Draveil et Villeneuve-Saint-Georges, il décide de mettre fin à sa collaboration à la revue de Lagardelle, *Le Mouvement socialiste*. C'est alors qu'il commence à regarder vers l'Action française. Edouard Berth, l'un de ses plus fidèles disciples, le pousse dans cette voie.

Le 27 juin 1909, Sorel adresse à Pierre Lasserre une lettre dans laquelle il écrit : « Je ne pense point que personne (sauf probablement Jaurès) confonde l'ardente jeunesse qui s'enrôle dans l'Action française avec les débiles abonnés du *Gaulois* ! » Un mois plus tard, il publie un article intitulé « La déroute des mufles », dans lequel il affirme que « les amis de Maurras forment une avant-garde pleine d'audace qui engage le combat à fond contre les mufles qui ont corrompu tout ce qu'ils ont touché dans notre pays ; le mérite de ces jeunes gens paraîtra grand dans l'histoire, car nous pouvons espérer que grâce à eux le régime de la sottise prendra fin quelque jour prochain ». L'article est repris dans *L'Action française* le 22 août, sous le titre « Socialistes antiparlementaires ». Qualifié dans le même texte d'« admirable lettré », Maurras, qui n'a sans doute jamais beaucoup lu Sorel, lui consacre à son tour un article flatteur. Valois, du coup, déclare que Sorel est « le plus pénétrant et le plus puissant des sociologues français ».

Mais Sorel est, sur le fond, plus réservé. Non seulement il n'est pas monarchiste, ni même nationaliste, mais l'idée de nation lui est toujours apparu comme un pavillon assez suspect. Il n'en déclare pas moins, à cette époque : « Les vrais ennemis de l'Action française sont à droite. Je ne suis pas prophète, je ne sais pas si Maurras ramènera le roi en France. Et ce n'est pas ce qui m'intéresse chez lui. Ce qui m'intéresse, c'est qu'il se dresse devant la bourgeoisie falote en lui faisant honte d'avoir été vaincue et en essayant de lui donner une doctrine ».

Fin 1909, Georges Valois propose à Georges Sorel de prendre la direction d'une nouvelle revue, où s'exprimeraient côte à côte royalistes et syndicalistes, et qui s'intitulerait *La Cité française*. Sorel accepte, mais la revue ne verra jamais le jour en raison d'un différend qui a très vite opposé Valois à un proche de l'auteur des *Réflexions sur la violence*, lui aussi associé au projet, l'écrivain et auteur dramatique Jean Variot.

Mais Valois ne renonce pas à faire travailler ensemble syndicalistes et royalistes. C'est en s'appuyant directement sur l'Action française qu'il va tenter de mettre en place un nouveau lieu de rencontre. Ce cénacle, dont il prépare le lancement à partir du mois de mai 1911, est le Cercle Proudhon, officiellement fondé à l'occasion d'une conférence publique organisée à Paris le 16 décembre de la même année

L'idée du Cercle a été lancée par Henri Lagrange, un jeune et bouillant Camelot du Roi, qui s'est rendu célèbre pour avoir giflé et insulté publiquement le président Armand Fallières, ce qui lui a valu de purger six mois de prison. Une déclaration de principe, parue dans le premier des *Cahiers du Cercle Proudhon* (janvier-février 1912) présente ses fondateurs comme venus d'horizons différents : républicains, fédéralistes, nationalistes intégraux et syndicalistes. L'affirmation n'est pas fausse, même si la balance n'est pas égale entre royalistes et syndicalistes, les premiers dominant nettement les seconds. Dans le noyau initial, on ne compte en effet que deux véritables syndicalistes révolutionnaires : Edouard Berth (qui écrira sous le pseudonyme de Jean Darville) et Marius Riquier[5], les autres (Georges Valois, Henri Lagrange, René de Marans, Gilbert Maire, André Pascalon, etc.) appartenant tous à l'AF ou figurant parmi ses proches.

Les *Cahiers du Cercle Proudhon* ne publièrent, de janvier 1912 à janvier 1914, que cinq fascicules (dont deux numéros doubles), et ne comptèrent guère plus d'une centaine d'abonnés. Sorel, malgré ses liens avec Berth, n'accepta jamais d'y collaborer. Entreprise modeste par conséquent, même si le Cercle Proudhon est par la suite devenu une sorte de « mythe ». Quelques syndicalistes, comme Emile Pataud et Emile Janvion, rejoignirent néanmoins l'AF à cette occasion[6].

En 1913, dans le dernier numéro de la première série des *Cahiers du Cercle Proudhon*, Edouard Berth publie un article intitulé « La bourgeoisie capitaliste ». Il y affirme que la classe ouvrière aurait grand tort de croire que les travailleurs n'ont pas de patrie : « Au contraire, les ouvriers ont une patrie plus encore que les bourgeois, qu'on pourrait considérer, eux, comme étant les vrais "sans-patrie" ; car le riche est le vrai "déraciné", qui, partout dans le monde, où qu'il se trouve, se trouve bien, précisément grâce à sa richesse ; tandis que l'homme du peuple, le pauvre, dépaysé, déraciné, transplanté, livré à la double domination capitaliste et étrangère, est doublement esclave et malheureux. En fait, dans l'histoire, ce sont les classes riches qui, le plus souvent, pour un ignoble

intérêt de classe, ont vendu la patrie à prix d'or [...] alors que les classes populaires la défendaient avec l'acharnement le plus magnifique ».

Il ne faut évidemment pas surestimer l'« ouvriérisme » de l'Action française. Même à cette époque, les militants de l'A.F. ne se passionnaient guère pour les questions économiques et sociales et, lorsqu'ils s'y intéressaient, c'était surtout dans une optique réformiste et corporatiste largement inspirée du catholicisme social. Aucune théorie économique propre à l'Action française n'a jamais émergé, et la pensée de Maurras lui-même est sur ce sujet restée toujours assez confuse. L'échec relatif du Cercle Proudhon devait d'ailleurs conduire l'Action française à se détourner peu à peu de la question sociale. L'initiative n'en a pas moins valeur de symptôme.

Lorsqu'éclate la guerre de 1914, l'Action française, contrairement à Sorel, se rallie immédiatement à l'Union sacrée. Elle apportera son soutien à tous les gouvernements, y compris ceux d'Aristide Briand et de Georges Clemenceau, qui lui paraîtront prendre des mesures énergiques en faveur de la défense nationale. La germanophobie de Maurras n'est pas seule en cause. En se ralliant à un gouvernement qu'elle dénonçait la veille encore avec la dernière vigueur, l'AF entend aussi mettre en pratique l'idée que l'unité des Français doit se faire dans les moments de crise, et surtout contre les pacifistes (« on ne fait pas de révolution devant l'ennemi » !). Cela lui permettra d'intensifier son audience : en 1917, *L'Action française* enregistre 7 500 abonnés de plus, et la Ligue quitte ses locaux de la Chaussée d'Antin, où elle avait emménagé en 1908, pour s'installer rue de Rome.

L'Action française, pourtant, ne se remettra pas de la Grande Guerre, au cours de laquelle près de 4000 de ses adhérents trouveront la mort dans les tranchées. Parmi les membres du Cercle Proudhon, Georges Valois, Henri Lagrange, Joseph Boissier seront envoyés sur le front. Seul Valois en reviendra. Saignée à blanc, l'A.F. ne retrouvera plus l'inspiration novatrice, sinon révolutionnaire de ses premières années, et s'enfermera de plus en plus dans un public de conservateurs et de dévots. La guerre « a brisé l'Action française », note François Huguenin, qui ajoute que « l'Action française se vide alors d'une bonne part de son instinct insurrectionnel, comme l'après-guerre le prouvera »[7].

Alain de Benoist

1. La référence essentielle est le gros ouvrage posthume de Victor Nguyen, *Aux origines de l'Action française. Intelligence et politique vers 1900*, Fayard, Paris 1991, 959 p. Cf. aussi Eugen Weber, *The Nationalist Revival in France, 1905-1914*, University of California Press, Berkeley-Los Angeles 1959, 237 p. ; Paul Mazgaj, *The Action Française and Revolutionary Syndicalism*, University of North Carolina Press, Chapell Hill 1979, 281 p.

2. Victor Nguyen, op. cit., p. 504.

3. Préface au livre de Nguyen, op. cit., p. 17.

4. Georges Valois, *D'un siècle à l'autre*, Nouvelle Librairie nationale, Paris 1921, p. 239.

5. Riquier a participé en novembre 1909, avec le militant anarchiste Emile Janvion et le célèbre écrivain Georges Darien, à la fondation du journal antirépublicain *Terre libre*, qui paraîtra jusqu'en mai 1914 et ne cessera jamais d'affirmer que seule la nationalisation de la terre pourrait mettre fin à l'exploitation des travailleurs.

6. Né en 1869, Pataud organisa en 1903 la fusion du syndicat des secteurs et du syndicat des électriciens. Rallié à la cause du syndicalisme révolutionnaire, devenu secrétaire du syndicat des ouvriers des industries électriques, il se rendit célèbre par des coupures de courant « sauvages » pratiquées à Paris qui lui valurent d'être poursuivi en justice entre 1907 et 1910. La presse le surnomma alors le « roi Pataud ». Membre de la CGT, co-auteur avec Emile Pouget de *Comment nous ferons la Révolution* (1909), une « uchronie anarchiste » préfacée par Kropotkine, qui fut republiée en 1911 aux éditions de la Guerre sociale, il se rapprocha peu après de l'Action française. Il mourut oublié en 1935.

Emile Janvion, d'abord leader anarcho-syndicaliste, fut en 1897 le co-fondateur avec Jean Degalves de la Ligue d'enseignement libertaire. Deux ans plus tard, il créa le premier syndicat des employés municipaux, participa en 1902 à la fondation de la Ligue antimilitariste, dirigea la revue anarchiste *L'Ennemi du peuple* (1903-1904), puis lança le journal syndicaliste *Terre libre*. Il évolua ensuite à son tour vers l'Action française, et mourut en 1927.

7. François Huguenin, *A l'école de l'Action française. Un siècle de vie intellectuelle*, Jean-Claude Lattès, Paris 1998, p. 238.